

16 Provinces

# Ngounié/Malinga/Tournée parlementaire du sénateur Elie Ngoungourou Appel à la mobilisation autour d'Ali Bongo Ondimba

ENB  
Malinga-Gabon

LE sénateur du siège unique du département de la Louétsi-Bibaka, à Malinga, dans la province de la Ngounié, a profité de la période d'intersection parlementaire pour échanger avec les populations de cette localité. Pour cette première sortie, Elie Ngoungourou s'est entretenu avec les notables, les jeunes et les femmes de la commune. La rencontre a eu pour cadre l'Hôtel de Ville.



Le sénateur Elie Ngoungourou (chapeau) et le membre du bureau politique du PDG, Anasthase Keba Moukoumi, lors de la rencontre.



Le sénateur Elie Ngoungourou accueilli à son arrivée par le groupe traditionnel Mikoki.

Il s'est agi pour le sénateur, qui était assisté du membre du bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG), Anasthase Keba Moukoumi, de faire le compte rendu de l'activité parlementaire au Sénat durant la première session ordinaire.

« La haute chambre du parlement a adopté, entre autres lois, celles relatives à la loi de finances rectificative 2015, à la protection de la veuve et de l'orphelin, à la création du Conseil national de la démocratie (CND), à la création de l'Agence nationale de promotion des investissements (ANPI-Gabon) », a-t-il informé. Mais, il a aussi décliné les mis-

sions dévolues à un parlementaire : voter les lois, consentir l'impôt et contrôler l'action du gouvernement. Abordant l'aspect lié aux projets de développement de la Louétsi-Bibaka, le sénateur Elie Ngoungourou a fait état de ce que le gouvernement a inscrit dans la loi de finances rectificative 2015 des lignes budgétaires avec des montants affectés pour le financement des chantiers dont les travaux ont connu un arrêt depuis plusieurs mois. Il s'agit du mini-barrage hydro-électriques sur la rivière Bibaka, du bâtiment de la perception et du logement du percepteur. « Il n'y a pas de raison que les travaux ne puissent pas se pour-

suivre, dès lors que le gouvernement ne cesse de consentir des efforts en termes de financement pour la réalisation de ces projets qui découlent de la décision prise par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, lors du conseil des ministres délocalisé de la Ngounié », a-t-il fait savoir, comme pour rassurer la population de cette partie de la province de la Ngounié. D'autres préoccupations ont figuré au menu de la rencontre. On notera l'état délabré des axes routiers Malinga-Rébé (45 km) et Malinga-Mbigou (106 km). Si rien n'est fait avant la tombée des pluies, il n'y a aucun doute, la localité sera coupée du

reste du Gabon.

**ENCLAVEMENT TOTAL.** A cette situation, il faut ajouter l'absence de communication, du fait de la coupure du réseau de téléphonie mobile Airtel Gabon, le seul opérateur implanté dans la localité, le manque de médicaments au centre médical et dans les unités sanitaires des villages. Visiblement, les résidents de la contrée en ont ras-le-bol. Ces derniers ont saisi cette opportunité, par l'entremise de leur élu national, pour interpellier les plus hautes autorités du pays face à ce qui apparaît comme un enclavement total du département de la Louétsi-Bibaka. « Il

n'y aura pas d'élections ici si la situation reste en l'état », a lancé le porte-parole de notables pour exprimer le mécontentement général de la population de la commune et du département. Au-delà de ces préoccupations majeures, les habitants ont tenu tout de même à remercier le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, par ailleurs premier responsable du PDG, d'avoir investi leur fils lors des dernières élections sénatoriales, permettant ainsi à la communauté Wumbu du canton Bibaka, d'être représentée pour la première fois au Sénat. Ce qui constitue une avancée car par le passé, seuls les fils issus de la communauté Nzébi du canton Haute-Louétsi

siégeaient dans les deux chambres du parlement. Aussi, le sénateur Elie Ngoungourou a-t-il lancé un appel à l'unité des fils et filles du département de la Louétsi-Bibaka. « Nous devons nous mobiliser autour de la plus haute hiérarchie du pays qui a une vision pour le Gabon, parce qu'il l'a démontré à travers l'engagement qu'il a pris pour son développement intégral », a-t-il conclu. Le membre du bureau politique du PDG, Anasthase Keba Moukoumi lui a emboîté le pas en invitant les uns et les autres à cultiver l'esprit de solidarité et à demeurer dans l'unité, tout en gardant espoir pour des lendemains meilleurs.

## Woleu-Ntem/Département du Woleu/Projet du complexe militaire de Mimbeng Le scepticisme grandissant de la population



Le village de Mimbeng : les espoirs déçus?



Le monument à l'entrée du cimetière : les herbes attestent de la non-évolution du chantier.



Même ces bambins ne croient pas que ces quelques stèles derrière eux ont englouti plus de 100 000 000 de francs.

ESSONE-NDONG  
Oyem/Gabon

ANNONCE à grand renfort de publicité, le chantier de la construction du cimetière de Mimbeng, dans le canton Ellelem, semble actuellement avoir du plomb dans l'aile. La question qui taraude les esprits, tant des populations de la contrée que des plus hautes autorités du département du Woleu, voire de la province est donc la suivante: « Qu'en est-il aujourd'hui du projet de construction du cimetière de Mimbeng, où se déroula la guerre d'octobre 1914 ? ».

Ce projet avait suscité un vif intérêt auprès des pouvoirs publics, qui avaient vu juste en décidant de réaliser sur ce site un complexe comprenant plusieurs structures dont un musée militaire, un hall d'exposition des vestiges militaires trouvés en ce lieu, des voies de communication, des bureaux et la réhabilitation moderne du cime-

tière. A l'entame de l'opération, un cadre et natif du canton Ellelem avait pris les choses en main, pour la matérialisation de ce projet dont l'inauguration devait coïncider avec les festivités célébrant le centenaire de la guerre de 1914. C'est dans cet esprit qu'il va réunir à la Chambre de commerce de Libreville, les ressortissants du canton, pour leur annoncer cette nouvelle, issue de la volonté du chef de l'Etat de mettre en valeur le cimetière de Mimbeng. L'ambition légitime est de faire de celui-ci un lieu de très grande attraction, au regard de ses composantes. Dans la même foulée, ce cadre va sillonner la circonscription pour mettre en exergue le bien-fondé de ce projet prévu pour charrier de nombreux pôles d'investissement socio-économiques. Dans la panoplie des avantages annoncés, on parlera de la formation d'un conservateur, d'un guide, des gardiens pour la sécurité, des techniques de surface, d'un dispensaire, etc.

En vue d'une bonne coordination du programme, des commissions (dont celle de la communication) avaient été mises en place. Comme pour attester du sérieux de l'agenda, une importante délégation comprenant les membres du cabinet militaire de la présidence et de l'ambassade de France va visiter le site et rencontrer les populations. Pour ces dernières, il ne restait plus que la concrétisation d'un rêve. Mais elles vont vite déchanter. Leur première frustration viendra de ce que, alors qu'il était prévu des manifestations marquant la fin de la première partie du chantier le 14 juillet 2014, aucun coup de pelle n'a été donné pour lancer les travaux. Le moins que l'on puisse dire, est que rien de bien crédible n'est venu aujourd'hui convaincre les habitants de la contrée du maintien de ce projet pour lequel ils nourrissent pourtant beaucoup d'espoir à cause de ces retombées socio-économiques. Tout ce qui a été entrepris, à ce jour, se résume à la rénovation des 26 minuscules pierres tombales et au nettoyage de

la voie d'accès. Sans plus... Seulement, à leur grande surprise, les villageois de Mimbeng apprendront de la bouche de ce même cadre du canton que « le projet du cimetière de Mimbeng a déjà coûté plus de 100 millions de francs ». En entendant cette fracassante déclaration lors de la célébration en différé de la fête du 12 mars 2015, nombreuses sont des personnes, parmi l'assistance, qui avaient failli s'étrangler. D'où des interrogations: « Où sont passés ces (...) cent millions de francs ? Sont-ce ces brouilleries réalisées sur le site qui ont englouti cette bagatelle ? » Dans une récente lettre ouverte au président de la République, le collectif des ressortissants du village Mimbeng 1, rouges de colère, demandent qu'une enquête soit diligentée au sujet de cette situation.

**INSINUATIONS.** Ils subodorent que des fonds ont été dégagés, et auraient pris une destination autre que celle de la réalisation du cimetière. D'autres insinuations affirment que « si le projet est bloqué,

c'est par la faute des habitants de Mimbeng, qui ont écrit à l'ambassade de France et au Premier ministre du Gabon pour cela ». On note toutefois que cette thèse ne correspond en rien à l'esprit de la correspondance adressée à ces autorités par le collectif des enfants des villages Mimbeng et Bengone, qui souhaitaient seulement être associés aux manifestations marquant la co-célébration, par la France et l'Allemagne, du centenaire en France. En effet, on peut lire dans la lettre dont nous avons pu obtenir une copie ce qui suit: « Toutefois, et depuis longtemps, suite au préjudice subi, nous avons toujours cherché à avoir des échanges avec les missions de coopérations françaises au Gabon, sans succès, afin de trouver si possible les marques de reconnaissance compensatrices et de faire de ce lieu un site touristique reconnu. C'est ainsi que par curiosité, notre attention a été éveillée par un article paru dans le journal Le Figaro du 8 novembre 2013 parlant de la co-organisation par la

France et l'Allemagne réunifiées des manifestations marquant le centenaire de la première guerre mondiale 1914-1918, notamment le défilé militaire du 14 juillet 2014 aux Champs Elysées à Paris avec la participation de 72 pays impliqués dans les deux guerres mondiales. Pour cela, Excellence, sachant que nos ancêtres ont subi cette guerre, nous, collectifs de leurs descendants, sollicitons à cette occasion propice, une invitation implicite des enfants de Mimbeng et Bengone à prendre part à ces réjouissances, comme on nous l'apprenait dans les écoles à l'époque coloniale que la France est un beau pays qu'il faut visiter une fois dans sa vie. » A quel niveau se situe donc l'intention de blocage des notables de Mimbeng et Bengone du projet du cimetière ? Entre-temps, deux jeunes du village viennent d'être engagés pour l'entretien et la surveillance du site, avec un salaire mensuel de... 30 000 francs chacun. Affaire à suivre...